

# Les mots sont très importants

## Judith Butler à Paris, ou l'impasse du Bataclan

Judith Butler est philosophe et professeure à l'université de Berkeley aux USA. Le 16 novembre, le site de l'éditeur Verso Books a publié une « lettre écrite depuis Paris » signée par elle datée du 14 novembre 2015. Une traduction (un peu imprécise) en a été publiée par *Libération* trois jours plus tard<sup>[i]</sup>. Le texte a fait l'objet de nombreux relais par des comptes Twitter et pages Facebook anglophones. Nous l'avons lu et pris le temps de l'analyser. Judith Butler n'est pas la première philosophe venue : elle a notamment publié en 1990 *Trouble dans le genre*, un livre indéniablement important. Cette « lettre de Paris » concentre les éléments clés d'une rhétorique qui nous secoue depuis janvier 2015, avec ses dangereux amalgames et contre-vérités. Nous avons estimé qu'il était nécessaire de les souligner.

**« A la télévision, on a débattu [...] de la manière de lutter contre l' « Islam », une entité aux contours flous. [...] On reproche aux commentateurs qui cherchent à faire la distinction entre les diverses communautés musulmanes et les multiples opinions politiques d'ergoter sur des « nuances ». Apparemment, il faut que l'ennemi soit entier et singulier pour être vaincu, et la différence entre musulman, djihadiste et EIL<sup>[ii]</sup> se brouille dans le discours public. Les experts étaient certains de savoir qui était l'ennemi avant même que l'EIL ne revendique les attentats. »**

Judith Butler a écrit ce texte le 14 novembre et prétend avoir regardé la télévision publique française<sup>[iii]</sup>. Nous avons, comme beaucoup d'autres, scruté les informations, analyses et débats sur France 2 le 14 novembre. Nous n'avons à aucun moment (ni ce jour-là, ni les suivants d'ailleurs) entendu de tel discours. Personne à notre connaissance n'a parlé de lutter contre « l'islam ». Il conviendrait que Judith Butler dise sur quelle chaîne, quand et par qui de tels propos ont été tenus – ce dont nous nous permettons de douter, car nous n'en avons vu nulle trace. Le cas échéant, ces propos seraient extrêmement marginaux, et il resterait profondément mensonger de laisser croire que cela refléterait ce dont il a été question « à la télévision » française. Inutile de préciser qu'un tel mensonge diffusé à l'étranger est susceptible d'avoir de graves conséquences.

Loin d'entendre reprocher aux commentateurs cherchant à faire des distinctions d'ergoter sur des nuances – là encore, qui, quand, où donc ? –, nous avons au contraire constaté un soin constant, de la part des journalistes comme de tous les intervenants, à distinguer les musulmans

en général non seulement des djihadistes et de l'autoproclamé État islamique, mais plus généralement des courants islamistes et salafistes. Il est extrêmement grave de laisser entendre à l'ensemble de la communauté internationale anglophone que « la différence entre musulman, djihadiste et EIL se brouille dans le discours public ». C'est tout simplement faux, scandaleusement faux.

Les experts étaient en effet certains qu'il s'agissait d'une attaque menée par des djihadistes ayant fait allégeance à l'EI, car ils connaissent très bien ces réseaux et avertissaient de longue date de l'imminence de leur passage à l'acte. Pourquoi faire cette remarque sur les experts ? Judith Butler insinue-t-elle, comme Hani Ramadan<sup>[iv]</sup>, que les auteurs de l'attentat ne sont peut-être pas ceux que l'on prétend, ou qu'ils n'ont rien à voir avec l'EI ? Le cas échéant, cela demanderait à être sérieusement argumenté.

**« Qu'ils aient choisi pour cible un concert de rock – un endroit idéal pour un massacre, en fait – a été expliqué : ce lieu accueillait l' « idolâtrie » et « une fête de perversité ». Je me demande comment ils connaissent le terme « perversité ». On dirait qu'ils ont des lectures étrangères à leur domaine de spécialité. »**

Par son « en fait » et par cette dernière remarque, Judith Butler semble sous-entendre que le communiqué attribué à l'EI revendiquant les attentats est un faux. Est-il nécessaire de souligner encore une fois que cela demanderait à être sérieusement argumenté ? Et si ce passage ne constitue pas une telle insinuation, que signifie-t-il ?

En s'interrogeant en ces termes sur les lectures et le vocabulaire des membres de l'EI, Judith Butler montre qu'elle semble ignorer que de nombreux occidentaux ont rejoint l'EI. Elle fait surtout preuve non seulement d'une vision orientaliste teintée de mépris à l'égard des partisans de l'EI, mais aussi d'une méconnaissance crasse de l'idéologie de l'islamisme radical. Comment en effet peut-elle ignorer que le mot « pervers » est utilisé des dizaines de fois dans le Coran, et en particulier à de multiples reprises pour qualifier les « incroyants », par exemple dans un passage qui justement peut sembler appeler les croyants à les châtier ?<sup>[v]</sup>

Sans doute Judith Butler n'a-t-elle jamais pris la peine de lire le Coran, ce qui est fort dommage car cela lui permettrait de comprendre pourquoi les salafistes, les adeptes de l'islam wahhabite et autres fondamentalistes prônant une lecture littérale du Coran, c'est-à-dire une infime minorité des musulmans mais une minorité malheureusement très agissante, prônent par construction le rejet, en tant qu' « idolâtrie » et « perversion », de valeurs fondamentales pour nos sociétés telles que le respect des lois votées selon un processus démocratique ou le principe d'égalité des droits entre femmes et hommes – *ce qu'impliquerait de même une lecture littérale des textes sacrés du judaïsme et du christianisme*<sup>[vi]</sup>.

**« Dans la salle de concert, l'un des assaillants responsables des 89 assassinats sauvages s'est apparemment lancé dans une diatribe contre la France, l'accusant de ne pas être intervenue en Syrie (contre le régime d'Assad), et reprochant à l'Occident son intervention en Irak (contre le régime bassiste). Donc, il ne s'agit pas d'une position, si l'on peut dire,**

**contre l'intervention occidentale dans l'absolu. »**

Ce passage vient encore renforcer notre sentiment que selon l'auteure, le texte de revendication par l'EI pourrait être un faux. On croit comprendre que les terroristes n'auraient pas agi pour le compte de l'EI, et en tout cas pas en réaction au soutien de l'armée française à la coalition internationale engagée contre lui, ni de manière plus générale à la lutte qu'elle mène ici ou ailleurs contre l'islamisme radical armé. Quoi qu'il en soit, les tueurs auraient « donc » en fait agi (à bon droit ?) contre la France en réaction à sa non-intervention contre le régime d'Assad et à l'intervention occidentale contre celui de Saddam Hussein.

Faut-il rappeler que la France s'est au contraire opposée – et n'a pas participé – à l'intervention de la coalition occidentale menée par les États-Unis contre Saddam Hussein ? Faut-il rappeler que la France a également au contraire tenté de mobiliser la communauté internationale pour qu'elle intervienne contre Bachar Al-Assad et s'apprêtait à le faire à l'été 2013, mais que le projet a capoté notamment à cause de l'opposition des États-Unis ?<sup>[vii]</sup>

Cette présentation faussée de l'histoire a pour effet de consolider l'amalgame construit par ceux qui cherchent à enrôler le plus grand nombre dans une guerre contre « l'Occident », cette entité uniforme qui serait notamment caractérisée par une indifférence totale aux massacres de populations dès lors qu'elles sont musulmanes. Comme le résumait l'ancien juge anti-terroriste Marc Trévidic en septembre 2015, évoquant les attentats qui ne manqueraient pas de se produire à court terme en France : « Les djihadistes se présentent comme les seuls vrais défenseurs d'un Islam opprimé par l'Occident. C'est ce que j'entendais sans arrêt lors des auditions. Ils évoquent les guerres d'Irak, le conflit israélo-palestinien, sélectionnent les arguments pour légitimer leur action »

Par ailleurs, si Judith Butler s'indigne de l'inaction occidentale face au massacre de la population syrienne par Bachar Al-Assad, que n'a-t-elle protesté contre l'absence d'intervention de son pays en 2013 (sauf erreur de notre part, elle ne l'a pas fait) ? Pourquoi ne proteste-t-elle pas contre le soutien imposé au reste du monde par les États-Unis, la Russie et l'Iran au régime de Bachar Al-Assad, soutenu également par le Hezbollah ? Peut-être serait-il temps pour elle de prendre clairement ses distances vis-à-vis de ce dernier, que dans une autre inversion ébouriffante elle a qualifié, avec le Hamas, de mouvement « progressiste » et « de gauche »<sup>[viii]</sup>.

**« D'après les débats qui ont eu lieu à la télévision publique immédiatement après les événements, il semble clair que « l'état d'urgence », bien que temporaire, annonce un Etat sécuritaire renforcé. A la télévision, on a débattu de la militarisation de la police (comment « achever » le processus) [...] Et pourtant, tout bouffon qu'il est, c'est lui [Hollande] le chef des armées maintenant. La distinction Etat/armée se dissout sous l'effet de l'état d'urgence. Les gens veulent voir la police, et ils veulent une police militarisée pour les protéger. Un souhait dangereux, même s'il est compréhensible. [...] Sommes-nous en train de pleurer les morts ou de nous soumettre à la puissance d'un Etat de plus en plus militarisé et à la suspension de la démocratie ? Comment cette dernière peut-elle fonctionner plus facilement lorsqu'on la fait passer pour la première ? [...] Par ailleurs, l'État explique qu'il**

**doit aujourd'hui restreindre les libertés pour défendre la liberté, ce qui semble être un paradoxe qui n'embarrasse pas les experts cathodiques. [...] L'État [...] prépare une militarisation encore plus poussée de la police. [...] Il semble que la peur et la colère puissent conduire à se jeter violemment dans les bras d'un État policier. »**

Si l'on comprend bien, les attentats seraient en passe d'accélérer un processus déjà bien engagé de militarisation de l'Etat et de la police, les français apeurés et rageurs seraient sur le point d'y adhérer, et tout cela avec la complicité active des médias... Que dire ? Il nous semble tout simplement que Judith Butler nous parle d'un autre pays. S'il est vraiment nécessaire d'alerter l'opinion internationale (rappelons que cette « letter from Paris » a été publiée en anglais), et incidemment les Français, sur cet état de fait, alors cela mérite d'y mettre un autre soin et d'autres moyens que ces propos à l'emporte-pièce.

**« Les aspects bénéfiques des pouvoirs spéciaux accordés à la puissance souveraine au titre de l'état d'urgence, comme la possibilité offerte à tous de se faire raccompagner chez soi gratuitement en taxi hier soir ou l'ouverture des hôpitaux à toutes les personnes touchées, les y amènent aussi » (à souhaiter cet état d'urgence)**

Le soir des attentats, des taxis ont de leur propre initiative raccompagné bénévolement certaines personnes présentes à Saint-Denis ou dans les arrondissements parisiens concernés. Cela n'a absolument rien à voir avec une quelconque décision de l'État, et encore moins avec l'instauration de l'état d'urgence. Par ailleurs, Judith Butler semble ignorer qu'en France, les hôpitaux publics sont ouverts à tous, prenant en charge toute personne blessée (y compris étrangère) sans qu'elle ait à présenter au préalable une garantie de paiement, comme c'est malheureusement le cas aux États-Unis. Là encore, rien à voir avec l'état d'urgence ni même avec une situation exceptionnelle.

Judith Butler ne fait pas ici seulement preuve d'ignorance, car elle affirme en outre que ces soi-disant aspects bénéfiques de l'état d'urgence amènent les gens à le désirer. Au-delà de la distorsion des faits, le raisonnement est indigent. Insinuer que « les gens » seraient assez stupides et vénaux pour adhérer à n'importe quelle mesure sécuritaire juste pour bénéficier de services gratuits est profondément méprisant.

**« Il n'y a pas de couvre-feu, mais les services publics sont réduits au minimum et aucune manifestation n'est autorisée. Même les « rassemblements » d'hommage aux morts étaient techniquement illégaux. [...] L'État défend la version de la liberté attaquée comme l'essence même de la France, et pourtant, il suspend la liberté de réunion (« le droit de manifester ») au beau milieu de sa période de deuil [...] »**

Pour commencer, les services publics sont réduits au minimum le week-end en France : ce qu'elle décrit ce samedi-là relève tout simplement de l'ordinaire. Par ailleurs, les lieux publics culturels – pas les services publics – ont été fermés en Ile-de-France pendant deux jours et demi

(leur réouverture a été annoncée par le ministère de la culture le 16 novembre). En quoi était-il choquant que temporairement et localement, certains lieux concentrant des milliers de personnes soient fermés alors que des participants au carnage étaient encore libres d'agir ?

Ensuite, les manifestations sur la voie publique ont été interdites par arrêté préfectoral à Paris, en Hauts-de-Seine, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne entre samedi 14 midi et jeudi 19 novembre midi. Était-il, encore une fois, choquant de prendre de telles mesures locales et temporaires dans ce contexte ? Des rassemblements ont quand même eu lieu à Paris sans être réprimés, et il y en a eu dans toute la France<sup>[ix]</sup>.

L'État n'a pas suspendu « le droit de manifester », ni a fortiori la « liberté de réunion ». L'état d'urgence donne seulement la *possibilité*, au cas par cas, d'interdire des manifestations présentant un risque pour l'ordre public, et c'est cela qui a été fait et continue à l'être ici et là – avec certes un risque d'arbitraire, mais dont le coût politique pour le gouvernement serait à notre avis bien trop exorbitant pour qu'il s'aventure à en abuser.

**« Il existe aussi une politique des noms : EIIS, EILL, Daech. La France refuse de dire « état islamique », car cela reviendrait à en reconnaître l'existence en tant qu'État. Elle tient également à garder le terme « Daech », évitant ainsi de faire entrer un mot arabe dans la langue française<sup>[x]</sup>. »**

Tout d'abord, Laurent Fabius a exprimé en septembre 2014 le souhait que l'EI soit appelé « Daech », mais pas pour les raisons avancées ici. Voici ce qu'il a expliqué devant l'assemblée nationale à ce sujet : « *Le groupe terroriste dont il s'agit n'est pas un État. Il voudrait l'être, il ne l'est pas, et c'est lui faire un cadeau que l'appeler "État". De la même façon, je recommande de ne pas utiliser l'expression "État islamique", car cela occasionne une confusion entre l'islam, l'islamisme et les musulmans* »<sup>[xi]</sup>. Eu égard à ce qu'on a vu plus haut, les lecteurs apprécieront la manipulation opérée par Judith Butler.

Ensuite, malgré cette recommandation exprimée par le ministre des affaires étrangères, l'expression « état islamique » et l'acronyme « EI » sont très largement utilisés dans la presse et par des représentants politiques. Qu'est-ce donc pour elle que « la France » ? Lit-elle la presse française, regarde-t-elle vraiment la télévision française ?

Enfin, « Daech » est la translittération de « داعش », acronyme de l'auto-désignation en arabe du groupe en question, utilisé pour la première fois en 2013 par un opposant syrien sur le plateau d'une chaîne saoudienne<sup>[xii]</sup>. On ne voit donc pas en quoi utiliser ce terme arabe ferait moins entrer un mot arabe dans la langue française qu'utiliser comme le fait Judith Butler « ISIL » (« EILL » en français) – et si elle était arabisante, elle se serait rendu compte que Hollande essaie même de le prononcer correctement, ce qui l'amène à dire plutôt « daach ». En outre, laisser entendre que « la France » serait en quelque sorte « arabo-phobique » sur le plan linguistique est parfaitement insensé (que d'ignorance là encore, au point qu'on finit par se demander si elle est feinte), et c'est une fois de plus insultant et potentiellement lourd de conséquences.

**« Les candidats à la présidentielle font chorus : Sarkozy propose maintenant d'ouvrir des**

**campus de rétention, en expliquant qu'il est nécessaire d'arrêter ceux qui sont suspectés d'avoir des liens avec les djihadistes. Et Le Pen réclame des « expulsions », après avoir tout récemment traité les nouveaux migrants de « bactéries » »**

Ce ne sont d'abord pas « les candidats à la présidentielle », pour deux raisons : la première est qu'il y a d'autres candidats, à gauche comme à droite, et la seconde est que la proposition attribuée à Sarkozy n'est pas la sienne. C'est Laurent Wauquiez qui a suggéré le matin du 14 novembre que « toutes les personnes fichées soient placées dans des centres d'internement », et cette proposition ridicule n'a pas été reprise par Sarkozy[xiii]. Elle a rapidement été balayée, l'état de la démocratie et la vigilance des citoyens n'ayant pas atteint un état de délabrement tel qu'on puisse aujourd'hui en France faire l'équivalent de ce que les États-Unis ont fait à Guantánamo.

Il faut semble-t-il rappeler qu'une telle disposition serait non seulement totalement illégale en temps normal, mais qu'elle est même explicitement exclue par la loi relative à l'état d'urgence : l'assignation à résidence pouvant être prononcée à l'encontre de personnes « dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre publics [...] ne pourra avoir pour effet la création de camps où seraient détenues les personnes visées »[xiv]. Que la revue *Vacarme* ait publié un article surfant sur les mêmes amalgames et désinformation (en allant encore plus loin) n'est sans doute pas un hasard[xv].

Marine Le Pen réclame quant à elle depuis le mois d'août 2015 que les « étrangers connus pour leurs liens avec l'islamisme radical » ne soient plus seulement fichés mais expulsés[xvi]. Elle n'a donc pas attendu les attentats du 13 novembre pour exprimer cette demande, ni ne l'a à notre connaissance élargie à cette occasion. Par ailleurs, elle n'a pas récemment traité les nouveaux migrants de « bactéries ». Ce qu'elle a déclaré est parfaitement infondé et relève d'une rhétorique abjecte, mais c'est assez différent : elle a qualifié d' « immigration bactérienne » le prétendu risque sanitaire induit par la présence de « maladies contagieuses non européennes liées à l'afflux migratoire »[xvii].

L'idéologie xénophobe de Marine Le Pen est bien connue, et il est clair que Nicolas Sarkozy chasse sur les mêmes terres : nul besoin de travestir leurs propos. Il est surtout malhonnête de laisser croire que le discours de ces deux personnes est représentatif de l'état général ou majoritaire de l'opinion publique française ou de ses représentants politiques.

**« Qu'il soit clair que l'un des tueurs, d'origine syrienne, soit entré en France via la Grèce pourrait bien donner à la France une raison de renforcer sa guerre nationaliste contre les migrants. »**

Un passeport syrien a en effet été retrouvé immédiatement après les explosions à Saint-Denis, comme laissé en évidence à dessein. La question de sa validité et de la possible manipulation destinée à susciter un mouvement anti-migrants a tout de suite été soulevée dans les médias. Il est étonnant que Judith Butler ait quant elle eu dès le 14 novembre la certitude que l'un des tueurs était « d'origine Syrienne » car à ce jour, l'identité réelle du porteur de ce passeport (appa-

remment faux) n'a pu être déterminée. D'où cette information certaine lui est-elle venue ? Si Judith Butler ne s'est en réalité basée que sur une rumeur imprécise, hypothèse qui nous paraît plus raisonnable, il nous semble significatif qu'elle n'ait pas hésité à la transformer ici en fait établi.

Le fait que deux au moins des tueurs impliqués dans les attentats du 13 novembre soient (re)venus de Syrie a pour l'instant donné lieu à une seule décision de la France : le rétablissement des contrôles à ses frontières – ou plutôt son annonce, car on peut douter qu'elle soit en capacité de le faire. Est-il délirant de tenter d'éviter que des personnes connues pour être parties « faire le djihad » en Syrie et projetant des attentats en Europe rentrent tranquillement en France sans être le moins du monde inquiétées ? Judith Butler n'a peut-être pas idée du gouffre qui existe entre le degré de contrôle des frontières états-uniennes et celui des pays membres de l'UE.

Par ailleurs, alors que suite aux attentats de Paris et dès le 19 novembre, la Chambre des représentants des États-Unis a voté à une large majorité un durcissement des conditions d'accueil des réfugiés syriens et irakiens, François Hollande a de son côté précisé le 16 novembre devant le Congrès que les attentats ne remettaient nullement en question l'engagement d'accueillir 30 000 réfugiés pris par la France en septembre. Il a notamment rappelé au contraire qu'un certain nombre d'entre eux, venant de Syrie et d'Irak, furent les territoires contrôlés par l'EI et « sont les victimes de ce même terrorisme ». Une déclaration qui contraste de manière frappante non seulement avec la décision états-unienne, mais aussi avec celle de Donald Trump, candidat à l'investiture républicaine pour la prochaine présidentielle, qui avait promis en septembre d'expulser tous les réfugiés en provenance de cette zone de guerre admis jusqu'à présent s'il était élu[xviii] – même Marine Le Pen n'a pas osé se vautrer dans une telle xénophobie.

Rappelons enfin que la France a tenté avec l'Allemagne d'imposer à tous les pays de l'UE d'accueillir un certain quota de migrants. Nous ne pensons pas que la politique française vis-à-vis des migrants soit satisfaisante, très loin de là. Mais de là à dire que la France mène une « guerre nationaliste contre les migrants »... Que dire alors des États-Unis, ou encore de la Hongrie, qui a refusé les quotas au motif qu'un afflux d'immigrés « musulmans dans leur majorité » constituerait une menace pour l'identité chrétienne de l'Europe[xix] ? Bref, il semble qu'une fois de plus, Judith Butler aime à (se) faire peur en tordant le sens des mots et en projetant abusivement sur la France une réalité qui est plutôt états-unienne.

**« Le deuil semble strictement limité au cadre national. Les près de 50 morts de la veille à Beyrouth sont à peine évoqués, et l'on passe sous silence les 111 tués en Palestine au cours des dernières semaines, ou les victimes à Ankara. »**

Les morts de l'attentat de Beyrouth, de même que ceux d'Ankara, ont fait la une des médias nationaux. Ceux-ci informent aussi très régulièrement de l'évolution du conflit israélo-palestinien, et ne manquent pas de faire savoir que l'armée israélienne tue des civils palestiniens. Quel est le reproche qu'adresse ici Judith Butler, et à qui – François Hollande, les français, leurs médias ? Est-ce de n'avoir pas décrété de « deuil national » pour les morts qu'elle cite ? Est-ce de parler presque exclusivement des morts d'un attentat particulièrement meurtrier au lendemain de ce-

lui-ci ?

Comme ailleurs dans son texte, Judith Butler procède ici par sous-entendu, d'une façon aussi peu rigoureuse que déplaisante. Car que viennent faire ici les tués en Palestine ? Qu'est-ce qui rassemble les victimes citées si ce n'est qu'elles sont toutes présumées musulmanes ou de culture musulmane ? Pourquoi ne pas citer par exemple (au hasard) les Yézidis tués par centaines par l'EI ou les victimes de Boko Haram ? Après avoir prétendu faussement qu'une doxa anti-islam s'étalait à la télévision française, s'agit-il ici d'insinuer que les français seraient insensibles à la mort de ces catégories de personnes en particulier ? Quoi qu'il en soit, cette « inégalité de traitement » des victimes est très loin d'être propre à la France, et il existe de nombreuses raisons autres que l'indifférence/racisme anti-arabes ou anti-musulmans pour l'expliquer.

**« La plupart des gens que je connais disent être « dans l'impasse », incapables de faire le point sur la situation. [...] Il semble que la peur et la colère puissent conduire à se jeter violemment dans les bras d'un État policier. Je suppose que c'est la raison pour laquelle je préfère ceux qui se trouvent dans l'impasse. »**

Bien que Judith Butler semble pour l'instant ne pas pouvoir concevoir qu'il existe des alternatives entre être dans l'impasse et se jeter dans les bras d'un État policier, nous voyons dans ce passage une bonne nouvelle. Oui, c'est une bonne nouvelle, parce que sans trop nous avancer, il nous semble que nous les connaissons bien, ses amis. Nous les connaissons bien car nous partageons les mêmes combats. Ils étaient même nos amis aussi, eux ou leurs semblables. Et puis nos amitiés se sont défaites jusqu'à éclater avant les attentats de novembre, selon une logique presque mécanique, violente. Pourquoi ?

Pour une raison assez simple : ils ont construit depuis des années un système de pensée binaire dont le logiciel est bien trop simpliste pour décoder le monde. Et si nos amitiés ont volé en éclat, c'est que nous ne pouvions ni ne voulions les suivre dans l'impasse dans laquelle ils fonçaient. Penser le monde en deux camps opposés est non seulement une impasse, mais alimente la division et les haines. Ces camps, ces groupes, sont des amalgames de gens extrêmement variés qu'ils regroupent par mots-clés. Celui auquel ils n'appartiennent pas, mais auquel ils se rattachent pour de multiples raisons, c'est le camp des dominés, des racisés, de l'anti-impérialisme ou anticolonialisme, des musulmans, par définition victimes et par construction à défendre quoi qu'il arrive si l'on est de gauche, et l'autre camp est celui des dominants, du racisme, de l'islamophobie, de l'impérialisme et du néo-colonialisme, des chrétiens ou catholiques (zombies ou non), des blancs, des juifs et des philosémites, des laïcards, du charlisme. Et la frontière qui sépare ces deux camps est aussi imperméable qu'odieuse : elle est inscrite dans la couleur des peaux.

Le réel résiste à cette bicatégorisation, bien heureusement. Mais du fond de leurs confortables salons, ils lancent des anathèmes à qui n'est pas impeccablement aligné sur leur ligne, et l'on se rend compte avec effroi, souvent, qu'ils n'ont aucune idée de ce dont ils parlent (en particulier de l'islam et ses multiples courants, des multiples cultures des personnes issues de l'immigration, des pays et des quartiers transformés par le développement du salafisme), et que leur ignorance est consternante pour des gens qui sont parfois chercheurs, écrivains, enseignants à l'université.

Apparaît alors, au détour d'une insulte en « phobe » dont ils sont devenus les champions ou d'un « post » sur leurs réseaux sociaux, que les gens qu'ils défendent bec et ongle ne sont qu'un objet qu'ils ne connaissent pas mais qui leur sert de posture. Alors quand cet objet vient tuer aveuglément dans leur quartier, quand ils comprennent qu'ils en sont aussi la cible, bien-sûr qu'ils sont dans le mur, bien sûr qu'ils ne décodent pas. Alors s'ils se sentent aujourd'hui dans une impasse, c'est vraiment une bonne nouvelle.

Dans la même semaine, Judith Butler se demande « qui devient maintenant une droite acceptable dès lors que Le Pen devient « le centre » », Larbi El-Roumi affirme que « la gauche du PS et des Verts, en votant l'état d'exception, sa prolongation et son futur renforcement, a manifesté le lien [...] qui existe entre elle et la droite », et Pierre Tevanian qualifie Abdenour Bidar de « marchand de fascisme à visage spirituel » » (quels mots utilisera-t-il pour désigner Abou Bakr al-Baghdadi ?). Si l'extrême droite est au centre, si la gauche de la gauche est à droite et si Abdenour Bidar est un fasciste, qui est à gauche ? Eux, bien-sûr, ainsi que le Hamas et le Hezbollah selon Butler, mais qui d'autre ? Le P.I.R. de Houria Bouteldja ? Tariq Ramadan ? Et Judith Butler s'est-elle demandé ce qu'elle deviendrait, en tant qu'états-unienne, femme, juive, lesbienne, autrice de *Trouble dans le genre*, et tout simplement en tant que philosophe critique si cette gauche-là arrivait au pouvoir ?

Une réunion de voisins samedi matin dans le quartier Reunion-Saint Blaise dans le XXème a été éclairante. Une fois que nous avons pu nous libérer des deux personnes qui déversaient ces discours, ces mots que nous connaissons jusqu'à la nausée, agitant pétitions et anathèmes sans discontinuer, nous avons enfin pu parler autour d'un thé avec, entre autres, une voisine, Fatiha, quarante ans, française, musulmane, voilée. Au bout d'un moment elle nous confie : « *moi, ces gens qui sont toujours en train de s'occuper des Arabes et des Noirs [geste du menton pour désigner un des organisateurs], je mets un bémol, un gros bémol. Ce sont des schizophrènes. En plus ils nous mettent dans le même sac que des terroristes* ». S'en est suivi un long regard entre nous qui faisait une fois de plus exploser leurs catégories.

On pourrait croire que ce groupe d'amis au fond pas très nombreux, inconnu du grand public, n'a aucune influence. C'est malheureusement faux. Dès mardi, *France Inter* évoquait le texte de Judith Butler publié la veille durant l'interview de Virginie Despentes, puis *Libération* et *L'Obs* entre autres se chargeaient de le relayer. L'activisme que certains ont développé depuis janvier 2015 sur les réseaux sociaux, n'hésitant pas à falsifier des documents, à tordre le sens des mots selon les bonnes vieilles méthodes de l'extrême droite, cautionnant même de leur statut d'universitaire des soupçons de complot, a eu plusieurs conséquences.

Il a servi à alimenter, à justifier des ressentiments encore plus exacerbés chez des concitoyens qu'ils nomment « racisés », dont on ressent les effets non seulement sur les réseaux sociaux, mais également dans la rue depuis janvier, dans les quartiers où nous vivons et ailleurs. Cet activisme a également muselé la parole de tous ceux qui, à gauche, disent depuis des années que l'islamisme radical est une bombe à retardement à la puissance grandissante. Les mères de famille des banlieues n'ont pas été entendues, les Maghrébins vivant ou non en France, intellectuels, artistes, étudiants, activistes qui tirent cette sonnette d'alarme sont traités de traîtres ou de larbins, et les autres, comme nous, de racistes et d'islamophobes, si bien que certains ont

progressivement migré vers la droite pour être enfin entendus.

Nous restons à gauche même si nous perdons des amis, même si c'est plus qu'inconfortable. Nos valeurs ne se négocient pas sur l'autel de leur aveuglement et de leur collaboration passive à un projet politique qui nous révolte. Leur posture est devenue une imposture intellectuelle parfaitement en phase avec une propagande que nous dénonçons et dont la stratégie est « d'approfondir les failles dans les sociétés occidentales entre les populations d'origine musulmane et les autres, taxées d'islamophobie, pour créer à terme des situations de guerre civile selon la logique « provocation – répression – solidarité » » (Malek Boutih, *Génération radicale*, 2015, p.33).

Où est Judith Butler aujourd'hui ? Où sont ses amis ? Dans quel pays merveilleux ont-ils décidé de vivre ? Nous espérons qu'ils lisent la presse et se rendent compte qu'une semaine après les tueries de Paris, les citoyens de ce pays sont descendus dans la rue, en Province, à Paris, qu'ils marchent, de Bastille à République, pour accueillir les migrants, pour contester l'état d'urgence, pour se manifester lors des débats de la COP 21. Nous espérons qu'ils savent que nous nous réunissons dans les quartiers de forte mixité sociale pour être ensemble, qu'ils entendent ces jeunes qui disent leur ras-le-bol sur les réseaux sociaux. Nous espérons qu'ils lisent les lettres des amis et familles des victimes qui refusent de répondre par la haine et la colère à la violence qui vient de bouleverser leurs vies.

Judith, vous semblez ne pas réaliser que vous jouez avec des allumettes au cœur d'une forêt déshydratée. Et vous créez un écran de fumée qui cache tout un pan de la réalité de ce pays que vous semblez si mal connaître. Vous ne voyez pas les mobilisations sur le terrain de dizaines de milliers de militants, d'activistes pour l'accueil, la coopération, les échanges, au niveau international et local. Vous ne voyez pas tous ces gens d'origines, cultures et opinions diverses qui travaillent, militent, vivent ensemble – la liste des tués est éloquente et parle de cette mixité sur laquelle les assassins ont tiré. Vous ne voyez pas tous ces enfants nés de tous ces couples mixtes dont Houria Bouteldja regrette l'existence[xx].

Bien sûr qu'il y a des groupuscules racistes, bien sûr qu'il y a une partie de la population qui craint l'arrivée de migrants, bien sûr que la politique étrangère de la France est hautement critiquable. Mais caricaturer le Front National pour dire : « voilà ce qu'est la France » nous pose un gros problème. Nous ne sommes pas nationalistes, nous n'exprimons ici aucune « fierté » de notre pays, aucun patriotisme, et nous restons vigilantes quant à l'évolution du droit et des libertés dont l'État doit rester garant. Nous exprimons juste le désir de continuer à vivre ensemble. Nous espérons aujourd'hui qu'une fois acculés dans l'impasse que vous évoquez, Judith, peut-être celle qui longe le Bataclan, nos anciens amis ouvriront enfin les yeux, et vous avec. Alors, c'est avec grand plaisir que nous vous rejoindrons pour prendre un verre en terrasse.

Marie Docher et Odile Fillod

----

[i] Nous corrigeons ici la version française parue dans *Libération* afin de rendre compte avec davantage de précision du contenu du texte original et de corriger plusieurs distorsions notables.

Tous les termes entre guillemets le sont dans le texte d'origine (comme si Judith Butler citait des propos entendus ou lus par elle). Ceux en italiques sont en français dans le texte d'origine.

[ii] Acronyme pour Etat Islamique en Irak et au Levant, équivalent de ISIL utilisé par Butler.

[iii] Juste avant ce passage, elle évoque « les débats qui ont eu lieu à la télévision publique immédiatement après les événements », et son texte est sous-titré « Letter from Judith Butler, Paris, Saturday 14th November ».

[iv] Voir <http://haniramadan.blog.tdg.ch/archive/2015/11/14/communique-271736.html#more> et <http://haniramadan.blog.tdg.ch/archive/2015/11/15/sur-les-attentats-de-paris-du-13-novembre-2015-271791.html>.

[v] Cf *Le Coran*, trad. Jean Grosjean, 1979 [trad. approuvée par l'Institut de Recherches Islamiques d'Al-Azhar], Ed. Philippe Lebeaud/Seuil coll. Points, p.117, sourate 9, versets 49 à 54 : « [...] *Et la géhenne cerne les incroyants. Si tu as un succès, ils ont de la peine. Si tu as un revers, ils disent : Nous nous étions prémunis. Et ils se détournent et se réjouissent. Dis : Nous n'aurons que ce que Dieu a écrit pour nous. Il est notre maître. Que les incroyants se fient à Dieu. Dis : Que pouvez-vous attendre pour nous sauf l'un des deux beaux destins ?* [i.e. la victoire ou le martyr, selon NdT p.369] *Et nous attendons pour vous que Dieu vous frappe de tourment lui-même ou par nos mains. Alors attendez, nous attendons aussi. Dis : Dépensez bon gré mal gré, rien n'est accepté de vous car vous êtes des pervers. Ce qui empêche leurs dépenses d'être acceptées c'est qu'ils ne croient pas en Dieu ni en son messager [...]* ». Autres exemples de passages dans lesquels on trouve le qualificatif « pervers » appliqué aux incroyants : sourate 3, p.47 (op. cit.) s'adressant à « vous qui croyez » : « *Vous êtes la meilleure nation qu'il y ait chez les hommes : Vous ordonnez le bien, vous interdisez le mal et vous croyez en Dieu. Si ceux qui ont le livre croyaient, cela vaudrait mieux pour eux. Certains croient, mais la plupart sont pervers. Ils ne vous nuiront guère. S'ils vous attaquent, ils tourneront le dos et seront sans recours.* » (v. 110 et 111) ; sourate 3, p.45-46 (op. cit.) : « *Dieu a fait un pacte avec les prophètes : Quand je vous envoie une part de livre et de sagesse, si un messager vient vous confirmer ce que vous savez, croyez en lui, portez-lui secours. [...] Ceux qui tournent alors le dos sont des pervers.* » ; sourate 5, p.74-75 (op. cit.) : « *Ceux qui ne jugent pas par la révélation de Dieu sont coupables. Nous leur avons donné Jésus fils de Marie pour confirmer la Thora antérieure. Nous lui avons donné l'Evangile qui guide et qui éclaire pour confirmer la Thora antérieure, pour guider et exhorter les fidèles. Ceux qui ont l'Evangile, qu'ils jugent par la révélation de Dieu. Ceux qui ne jugent pas par ce que Dieu y a révélé sont pervers. [...] Vous qui croyez, ne prenez pas de juifs et de chrétiens pour amis. [...] Ils [les croyants] combattront dans le sentier de Dieu et ne craindront le blâme de personne. [...] Vous n'avez d'amis que Dieu, que son apôtre, que ceux qui croient, qui font la prière, qui donnent de nos dons et qui s'inclinent. Quiconque prend pour amis Dieu, son apôtre et les croyants... C'est le parti de Dieu, ce sont les vainqueurs. Vous qui croyez, ne prenez pas pour amis ceux qui se moquent et s'amusent de votre religion, qu'ils aient le livre antérieur ou soient des incroyants.* » ; sourate 6, p.84 : « *Nous n'envoyons d'envoyés que pour annoncer et avertir. Quiconque croit et s'amende n'aura plus ni*

*crainte ni tristesse. Mais ceux qui nient nos signes, le tourment les atteindra parce qu'ils ont été **pervers**.* » ; sourate 24 (v.55), p.208 : « *Et ceux qui alors ne croiront pas sont des **pervers*** » ; sourate 59 (v.19), p.320 : « *Ne soyez pas de ceux qui oublient Dieu car il les fait s'oublier eux-mêmes. Ce sont les **pervers**.* » ; sourate 32, p.242 : « *Est-ce que le croyant seraient comme le **pervers** ? Non, ils ne sont pas égaux. Les croyants dont l'œuvre est fidèle logeront dans les jardins du refuge pour salaire de leurs actes. Mais le refuge des **pervers** sera le feu. [...] Quoi de plus coupable, une fois averti par les signes de son Seigneur, que de s'en détourner ?* »

[vi] Par exemple sur l'incompatibilité du principe d'égalité des droits entre femmes et hommes avec une lecture littérale des textes religieux, cf *Le Coran*, (op. cit.), p. 57-58 (sourate 4, verset 34) : « *Les hommes ont autorité sur les femmes à cause des préférences de Dieu et à cause des dépenses des hommes. Les vertueuses sont dociles [...] Celles dont vous craignez la désobéissance, exhortez-les, reléguez-les dans leurs chambres, frappez-les, mais si elles vous écoutent ne les querellez plus* ». Comme le fait le traducteur (p. 368), ce passage peut être comparé à saint Paul dans 1<sup>ère</sup> Corinthiens XI, 3-10 : « L'homme est le chef de la femme ». Voir aussi cette petite page d'humour : <https://blogs.mediapart.fr/edition/laicite/article/030412/bien-se-conduire-grace-au-levitique>.

[vii] Voir [http://lemonde.fr/international/article/2014/02/15/intervention-en-syrie-comment-les-americains-ont-lache-les-francais-3-3\\_4367078\\_3210.html](http://lemonde.fr/international/article/2014/02/15/intervention-en-syrie-comment-les-americains-ont-lache-les-francais-3-3_4367078_3210.html).

[viii] Pour une analyse de cette prise de position par Judith Butler entre autres, voir Michael Walzer, mai 2015, « Cette gauche qui n'ose pas critiquer l'islam », *Le Monde*.

[ix] Voir par exemple [www.lemonde.fr/attaques-a-paris/article/2015/11/14/des-rassemblements-s-organisent-en-france-malgre-l-etat-d-urgence-proclame\\_4809936\\_4809495.html](http://www.lemonde.fr/attaques-a-paris/article/2015/11/14/des-rassemblements-s-organisent-en-france-malgre-l-etat-d-urgence-proclame_4809936_4809495.html).

[x] "They [France] want to keep « Daesh » as a term, so it is an Arabic word that does not enter into French ».

[xi] Cf [www.marianne.net/Fabius-lance-la-guerre-des-mots\\_a241436.html](http://www.marianne.net/Fabius-lance-la-guerre-des-mots_a241436.html).

[xii] Utiliser un acronyme pour désigner l'EI, ce qui n'est pas conforme à l'arabe classique auquel ses membres sont attachés, est considéré par eux comme péjoratif. Cet acronyme est d'autant plus gênant pour eux que le « a », correspondant à la translittération de la lettre alif par laquelle débute le mot « islamique » en arabe, ne rend pas compte du son « i » et fait ainsi disparaître symboliquement la référence à cet adjectif. Par ailleurs, si on remplace le son « ch » par un « s », cet acronyme peut également faire penser à des mots arabes qui ont des connotations péjoratives (mais ils ont une racine différente, et le mot « daesh » n'existe pas en arabe). Employer ce terme revient donc bien à se positionner politiquement contre l'EI, mais on ne voit pas en quoi il serait choquant que le ministre des affaires étrangères française adopte cette position. Pour plus de détails et notamment sur la désinformations spécifiques aux média anglophones à ce

sujet, voir <https://www.freewordcentre.com/blog/2015/02/daesh-isis-media-alice-guthrie/>.

[xiii] Sarkozy a quant à lui plaidé pour l'assignation à résidence et/ou la mise en place de bracelets électroniques pour les personnes avec fiche « S ». Au vu du déferlement d'avis défavorables venus de toutes parts, il semble hautement improbable que cette mesure parfaitement idiote soit mise en place. Qu'Hollande ait annoncé saisir le Conseil d'Etat pour avis à ce sujet (et non pour avis sur la proposition de Wauquiez), afin sans doute de donner lui aussi des gages d'« unité nationale » en se montrant « à l'écoute » des propositions de Sarkozy, ne signifie pas qu'il ait l'intention de la mettre en place, et encore moins qu'il la juge pertinente.

[xiv] Article 6 de la loi n°55-385. [www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=5B50D729DA4A9EE77517907981B975AA.tpdila20v\\_2?cidTexte=JORFTEXT000000695350&dateTexte=20151117](http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=5B50D729DA4A9EE77517907981B975AA.tpdila20v_2?cidTexte=JORFTEXT000000695350&dateTexte=20151117).

[xv] Cf Marius Loris, 21 nov 2015, « Voter l'état d'urgence, c'est légaliser l'arbitraire », <http://www.vacarme.org/article2823.html> (accédé le 23 nov 2015) : « Certains députés ayant connu le régime de Vichy [...] rappellent que l'assignation à résidence ouvre la voie à la création de camps [...] Les similitudes avec la situation actuelle ont de quoi faire frémir. En continuité totale avec la guerre d'indépendance algérienne, l'idée a été soulevée dès samedi 14 novembre 2015 par Laurent Wauquiez, Nicolas Sarkozy et Marine le Pen, proposant de créer des camps d'internement pour les citoyens français ayant une fiche S. Un projet qui n'a pour l'instant pas été enterré par François Hollande et Manuel Valls, mais soumis au Conseil d'Etat. [...] Oui, l'état d'urgence est bien la marque de la répression arbitraire et de l'instauration d'un régime sécuritaire. Il ouvre la porte à des violences racistes aggravées, la possibilité de créer des camps d'internement, sans prémunir les populations du danger de nouveaux attentats. »

[xvi] Elle a fait cette demande suite à la diffusion de l'information selon laquelle l'islamiste marocain lourdement armé maîtrisé in extremis dans un Thalys faisait l'objet d'une fiche « S » et avait été signalé par les services secrets espagnols. Cf <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20150823.AFP7206/fn-le-pen-demande-l-expulsion-des-etrangers-fiches-pour-leurs-liens-avec-l-islam-radical.html>.

[xvii] Voir cf [http://www.liberation.fr/desintox/2015/11/12/immigration-bacterienne-marine-le-pen-s-enfonce\\_1412832](http://www.liberation.fr/desintox/2015/11/12/immigration-bacterienne-marine-le-pen-s-enfonce_1412832).

[xviii] [www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/11/20/apres-paris-donald-trump-joue-la-carte-de-l-islamophobie\\_4813922\\_3222.html#GOE1FuYgfGmq8uRp.99](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/11/20/apres-paris-donald-trump-joue-la-carte-de-l-islamophobie_4813922_3222.html#GOE1FuYgfGmq8uRp.99).

[xix] [www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/09/03/97001-20150903FILWWW00260-migrants-l-identite-chretienne-menacee-selon-viktor-orban.php](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/09/03/97001-20150903FILWWW00260-migrants-l-identite-chretienne-menacee-selon-viktor-orban.php).

[xx] « Revendiquer un monde décolonial – *entretien avec Houria Bouteldja* », avril 2015, *Vacarme*, [www.vacarme.org/article2738.html](http://www.vacarme.org/article2738.html).

Cette entrée a été publiée dans Non classé, et marquée avec Attentats, Bataclan, Judith Butler, Paris, le 24 novembre 2015 [<https://lmsti.wordpress.com/2015/11/24/judith-butler-a-paris-ou-limpasse-du-bataclan-2/>] .

---

---

Thème Twenty Twelve. Propulsé par WordPress.com. Featured image by Axion23. (available under CC-BY-2.0)

